

Compte-rendu du troisième Forum mondial des Nations Unies sur les données : 3-6 octobre 2021

« Les données sont le pouvoir: elles sont essentielles à l'élaboration et à la planification des politiques », a affirmé Amina J. Mohammed, Vice-Secrétaire générale des Nations Unies, en soulignant qu'il est impératif d'équilibrer les règles du jeu et de permettre à la citoyenneté d'utiliser des données à des fins militantes. Avec cette déclaration, Mohammed a parfaitement résumé les objectifs du Forum mondial des Nations Unies sur les données, qui étaient : d'identifier des moyens novateurs de favoriser le développement des capacités en matière de données ; de répondre aux besoins de suivi dans le cadre des Objectifs de développement durable (ODD) et plus largement dans celui de l'agenda mondial de développement durable ; et d'utiliser les données pour s'efforcer de rendre le monde plus sûr et plus juste pour tous.

Même si les gouvernements et les autres parties prenantes ont de longue date reconnu que « l'on ne peut gérer que ce que l'on peut mesurer », la pandémie de COVID-19 a provoqué une nouvelle prise de conscience sur l'importance de disposer de données opportunes et de mobiliser le potentiel des sources alternatives de données, comme les données mobiles par exemple, pour éclairer la prise de décisions. Tout au long des sessions de ce troisième Forum mondial sur les données, les intervenants ont réitéré qu'il est impératif de placer les populations au cœur de la collecte et de la diffusion de données, en réclamant instamment des approches novatrices permettant de visibiliser les communautés marginalisées, et que les données collectées soient rapportées aux producteurs de ces données pour les aider à adapter les solutions aux contextes locaux. L'événement a généré une vague de collaborations multipartites que les participants vont chercher à développer et exploiter dans d'autres domaines politiques.

Le document final du Forum, le [Pacte de Berne sur les données pour la Décennie d'action sur les ODD](#), annoncé lors de la session de clôture du Forum, mercredi 6 octobre 2021, exprime les engagements pris par les participants pour renforcer les partenariats et mobiliser les solutions qui permettront de produire des données inclusives. Il appelle la communauté internationale ainsi que les gouvernements nationaux et toutes les communautés à travailler de concert pour assurer l'investissement dans les écosystèmes nationaux de données, afin d'obtenir des données de haute qualité, opportunes, ouvertes, fiables et désagrégées, aptes à soutenir une prise de décisions éclairée dans laquelle chaque individu sera représenté. Le Pacte reconnaît et invite la société civile, le secteur privé, la communauté géospatiale, les associations universitaires et professionnelles, les médias, le grand public, la communauté des donateurs et des philanthropes, et le système des Nations Unies, à coopérer pour rassembler davantage de données.

Pour accélérer la mise en œuvre du Plan d'action mondial de Cape Town, adopté en 2017 à l'occasion du premier Forum



Les délégués se réunissent pour la cérémonie d'ouverture du troisième Forum mondial des Nations Unies sur les données, à Berne, en Suisse.

mondial sur les données en Afrique du Sud, le Pacte appelle à l'engagement et à l'action en amont du quatrième Forum mondial sur les données, notamment à travers (entre autres) : le développement des capacités relatives aux données ; la mise en place de partenariats sur les données ; des efforts approfondis

Dans ce numéro

Bref historique du Forum mondial des Nations Unies sur les données	2
Compte-rendu du troisième Forum mondial des Nations Unies sur les données	3
Session d'ouverture	3
Nouvelles approches du développement des capacités pour des données de meilleure qualité	3
Innovations et synergies entre écosystèmes de données	5
Ne laisser personne pour compte	6
Comprendre le monde à travers les données	9
Pour une confiance renforcée dans les données et les statistiques	11
Où en sommes-nous ?	13
Plénière de haut niveau : Des données pour rendre des comptes au public	14
Session de clôture	15
Réunions à venir	15
Glossaire	15

pour ne laisser personne pour compte et renforcer la confiance ; et une hausse des investissements.

Ce troisième Forum mondial sur les données a été constitué par des sessions plénières de haut niveau et des groupes de travail parallèles focalisés sur des ensembles thématiques spécifiques. Plus de 50 sessions ont eu lieu pendant le Forum autour de six thèmes, à savoir :

- Les nouvelles approches du développement des capacités pour des données de meilleure qualité ;
- Les innovations et synergies entre écosystèmes de données ;
- Ne laisser personne pour compte ;
- Comprendre le monde à travers les données ;
- Pour une confiance renforcée dans les données et les statistiques ; et
- Où en sommes-nous ?

Des représentants des bureaux nationaux des statistiques (BNS), d'organisations internationales et d'organisations de la société civile (OSC), avec des scientifiques spécialistes des données venus du secteur privé et des universités, se sont réunis pour explorer les solutions pratiques et les expériences concrètes, et contribuer à fournir des données de meilleure qualité pour éclairer une prise de décisions axée sur des faits scientifiques établis, dans le cadre de la réalisation des ODD. En outre, plusieurs initiatives, dont le Fonds mondial pour les données, le Centre d'échange d'informations sur les données relatives au financement du développement, et le Fonds pour l'analyse des risques complexes, ont été lancées au cours du Forum.

À la clôture de la réunion, le Directeur de la Division de la statistique des Nations Unies (DSNU) Stefan Schweinfest a exhorté la communauté des données à « faire bloc ». Liu Zhenmin, Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires économiques et sociales, a salué les solutions et partenariats de pointe développés par le Forum.

Le troisième Forum mondial des Nations Unies sur les données s'est déroulé du 3 au 6 octobre 2021 à Berne, en Suisse. Il a revêtu un format hybride, avec près de 7000 inscrits sur la plateforme de la réunion virtuelle et plus de 700 présents sur place. Il a été accueilli par le Bureau fédéral suisse des statistiques, avec le soutien de la Division de la statistique du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (ONU-DAES), sous l'égide de la Commission de statistique des Nations Unies (CSNU) et du Groupe de haut niveau pour le partenariat, la coordination et le renforcement des capacités dans le domaine des statistiques relatives au Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Bref historique du Forum mondial des Nations Unies sur les données

Suite à une recommandation émise par le Groupe consultatif d'experts indépendants sur la révolution des données pour le développement durable constitué auprès du Secrétaire général des Nations Unies, dans son rapport de 2014 intitulé « Un monde qui compte : mobiliser une révolution des données pour le développement durable », la CSNU décide de convoquer une série de Forums mondiaux sur les données. Le Forum mondial des Nations Unies sur les données consacré aux données relatives au développement durable a été conçu comme une plateforme permettant d'intensifier la coopération entre représentants des gouvernements, des organisations intergouvernementales et de la société civile, ainsi qu'avec des responsables de divers groupes professionnels, tels que les directeurs des BNS, les gestionnaires des technologies de l'information et des données géospatiales, et des scientifiques des données, entre autres. Les Forums mondiaux des Nations Unies sur les données combinent des sessions plénières de haut niveau et des événements parallèles en groupes plus réduits focalisés sur des ensembles thématiques spécifiques.

Premier Forum mondial des Nations Unies sur les données : Ce Forum, qui s'est déroulé du 15 au 18 janvier 2017, à Cape Town, en Afrique du Sud, a approuvé le Plan d'action mondial de Cape Town pour les données relatives au développement durable. Ce Plan d'action établit un cadre qui aide les pays membres à évaluer, construire et renforcer les capacités de leurs BNS, et se divise en six domaines stratégiques :

- La coordination et le leadership stratégique sur les données pour le développement durable ;
- L'innovation et la modernisation des systèmes statistiques nationaux ;
- Le renforcement des activités et programmes statistiques de base, avec un accent particulier sur la réponse aux besoins de suivi dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 ;
- La diffusion et l'utilisation des données relatives au développement durable ;
- Les partenariats multipartites pour les données relatives au développement durable ; et
- La mobilisation des ressources et la coordination des efforts pour renforcer les capacités statistiques.

Ce Plan a été adopté par la CSNU en mars 2017.

Deuxième Forum mondial des Nations Unies sur les données : Ce Forum, qui s'est déroulé du 22 au 24 octobre 2018 à Dubaï, au Émirats arabes unis, a adopté la Déclaration de Dubaï sur le « Soutien à la mise en œuvre du Plan d'action mondial de Cape Town pour les données relatives au développement durable ». Dans cette déclaration, les participants au Forum s'engagent à s'assurer que des données de qualité, pertinentes, opportunes, inclusives et désagrégées « par revenu, genre, âge, race, ethnicité, statut migratoire, handicap, localisation géographique et d'autres caractéristiques pertinentes selon les contextes nationaux » soient rendues disponibles et accessibles à tous les utilisateurs. En outre, la Déclaration de Dubaï appelait à la mise en place d'un mécanisme de financement novateur qui serait sensible aux priorités des systèmes nationaux de données et de statistiques et ayant pour objectif de mobiliser des fonds ; il appelait en outre à l'activation de partenariats et d'autres opportunités de financement pour renforcer les capacités des systèmes nationaux de données et de statistiques.

Forum mondial virtuel sur les données : Ce troisième Forum mondial sur les données devait se tenir en octobre 2020 à Berne, en Suisse, mais en raison de la pandémie de COVID-19, le rendez-vous présentiel a été remplacé par un événement virtuel de taille réduite qui s'est déroulé du 19 au 21 octobre. Ce Forum virtuel a abouti à une déclaration sur « La réponse



Alain Berset, Chef du Département fédéral des affaires intérieures de la Suisse

mondiale de la communauté des données à la COVID-19 », qui appelle la communauté des données dans son ensemble à faire bloc pour soutenir la réponse à la COVID-19 et accélérer l'action en faveur des ODD. Elle exhorte également à préserver la confiance dans les données et la confidentialité de celles-ci, et à accroître les investissements dans les données afin de répondre plus efficacement à la pandémie de COVID-19 et aux futures catastrophes. La Déclaration réitère en outre l'appel de la Déclaration de Dubaï à établir un mécanisme de financement novateur pour aider à la mise en œuvre du Plan d'action mondial de Cape Town.

Compte-rendu du troisième Forum mondial des Nations Unies sur les données

Session d'ouverture

Le troisième Forum mondial des Nations Unies sur les données s'est ouvert dimanche 3 octobre. La Co-Animatrice du Forum, Claire Doole, de Doole Communications, a souhaité la bienvenue aux participants et souligné la nécessité absolue d'investir dans les données pour suivre les progrès accomplis sur les ODD et continuer à « confier les données aux citoyens ». Le Co-Animateur et journaliste indépendant Arthur Honegger a évoqué le rôle du Forum comme lieu où identifier les opportunités d'aider les sociétés à comprendre et à se fier aux données et statistiques, d'explorer des innovations et des synergies, et de contribuer à la réalisation des ODD.

Alain Berset, Chef du Département fédéral des affaires intérieures de la SUISSE, a mis en exergue le besoin de créer une « base d'information pour l'engagement politique », en reconnaissant que la pandémie menace 50 ans de progrès en matière de développement. Il a réitéré l'importance de disposer de données fiables « pour comprendre le monde et agir en conséquence » dans un contexte où les changements climatiques, les migrations, les incertitudes politiques et les inégalités croissantes rendent le monde plus instable.

Le Secrétaire général des Nations Unies António Guterres a appelé, via connexion vidéo, à investir de façon responsable dans les données en signalant que les peuples doivent pouvoir jouir de leur autonomie tout en étant dûment protégés. Reconnaisant que le Forum constitue un espace politique important, il s'est dit impatient d'assister au lancement de nouveaux instruments financiers et de nouveaux espaces comme le [Pôle de données des Nations Unies pour la paix et la sécurité](#).

Dans un message vidéo pré-enregistré, Brad Smith, Président de Microsoft, a expliqué que « quel que soit le problème, les données peuvent jouer un rôle central pour le résoudre ». Il a décrit les principaux impératifs en matière de données, notamment : préserver la confiance du public en protégeant la sécurité et la confidentialité des données ; développer les données ouvertes ; et élargir les opportunités de renforcer les capacités des personnes.

Alicia Maldonado, Déléguée de la jeunesse aux Nations Unies, Pérou, a exhorté les participants à prendre leurs responsabilités vis-à-vis des voix qui n'étaient pas présentes, en appelant à la décolonisation de la collecte et la désagrégation des données pour donner plus de visibilité aux communautés marginalisées de façon à ce que les politiques ne les laissent pas pour compte.

Nicolas Kurek, Représentant de la jeunesse aux Nations Unies, Suisse, a exhorté les participants à agir sur les « bulles d'information » dans les réseaux sociaux et les a mis au défi de répondre à des questions d'ordre général comme : que sont les données ? qu'est-ce qu'elles représentent ? comment un(e) non-spécialiste peut-il ou elle accéder à des données fiables ?

Un panel d'experts s'est ensuite penché sur la question de savoir si les données devraient guider les sociétés et de quelle

façon, le cas échéant. Les intervenants ont estimé qu'un des défis clés consiste à assurer que les données soient représentatives de l'ensemble des personnes et reflètent les problèmes réels qui affectent leur vie. Concernant l'impact des données sur la conception des politiques, Vincent Hendricks, de l'Université de Copenhague, a mis en avant « l'équilibre délicat » entre la vérité ancrée sur les données et les discours convaincants. David Bresch, de ETH Zurich et MeteoSwiss, a dit que traduire des données en décisions politiques prend du temps, en signalant que les statisticiens commencent à s'intéresser de plus en plus au discours qui accompagne les données. Ola Awad, du Bureau central palestinien de statistiques, a estimé qu'il convient de développer les connaissances en matière de données en partenariat avec les parties prenantes.

Susan Wilding, de CIVICUS-World Alliance for Citizen Participation (Alliance mondiale pour la participation citoyenne), a estimé que le rôle de la société civile va au-delà de demander des comptes à ses responsables et consiste également à élaborer des discours porteurs de changements profonds. Les intervenants ont souligné que les partenariats sont essentiels pour établir et maintenir la confiance dans les données, notamment face à la menace que représentent les réseaux sociaux en matière de confidentialité des données et de propagation de fausses informations.

Le Maire de Berne, Alec von Graffenried, a décrit la façon dont sa ville s'efforce de créer une culture de la participation, par la récente adoption d'une nouvelle stratégie en matière de durabilité. Il a signalé que 70% des sièges au parlement de la ville sont occupés par des femmes.

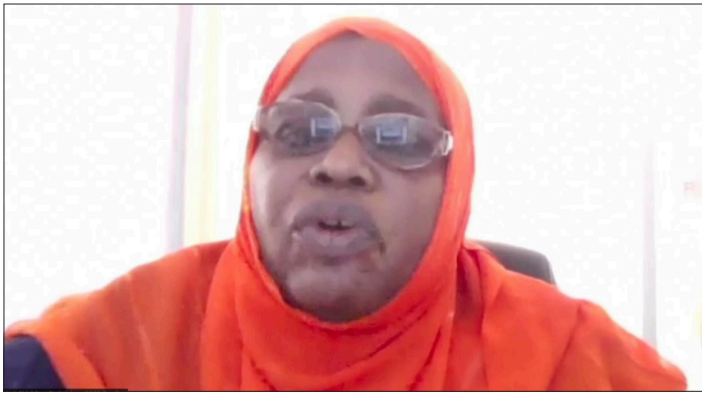
Nouvelles approches du développement des capacités pour des données de meilleure qualité

Panel de haut niveau : Notre façon d'aborder le développement des capacités a-t-elle été erronée jusqu'à maintenant ? Au cours d'une session plénière lundi 4 octobre, Aliimuamua Malaefono Tauā-Faasalaina, du Bureau de statistique de Samoa, a salué le soutien des donateurs à la collecte de données mais a ajouté qu'il faut investir à plus long terme dans le renforcement des capacités, notamment en matière d'analyse de données. Elle a souligné que les enquêtes ne devraient pas se limiter à recueillir des informations pertinentes pour la communauté mondiale, mais être aussi significativement adaptées aux besoins locaux.

Bård Vegar Solhjell, de l'Agence norvégienne de coopération au développement (Norad), a affirmé que les données sont l'infrastructure du 21^e siècle. Il a évoqué les travaux de la Norvège dans le cadre de [l'Alliance pour les biens publics](#).



Alec von Graffenried, Maire de Berne, Suisse



Mayasa Mwinyi, Bureau du Statisticien en chef du gouvernement de Tanzanie à Zanzibar

[numériques](#), qui vise à favoriser les solutions en source ouverte pour faire avancer le développement durable.

Njide Ndili, de la Fondation PharmAccess, a signalé l'utilisation généralisée de téléphones mobiles en Afrique et a appelé à impulser des solutions pour le secteur de la santé. Elle a indiqué que les acteurs du secteur privé sont actuellement les mieux équipés en matière d'analyse de données, et a souligné le besoin de renforcer les capacités des autorités nationales, régionales et locales.

Charles Lebon Mberi Kimpolo, du Secrétariat du Réseau mondial de l'Institut africain pour les sciences mathématiques – Next Einstein Initiative, a estimé essentiel de placer la jeunesse au centre du développement socio-économique de l'Afrique et de mobiliser l'expertise de la diaspora africaine pour améliorer les actions de renforcement des capacités sur le continent. Il a souligné le besoin de former des statisticiens à la science des données. Tauā-Faasalaina a signalé le besoin d'impliquer toutes les parties prenantes dans l'analyse, notamment celles qui vont ensuite utiliser les données et s'en servir à des fins de communication. Solhjell a évoqué l'utilisation d'une « banque de savoirs » pour soutenir l'analyse, en renforçant à la fois les capacités techniques et un « écosystème de ressources » pour éclairer les politiques. Concernant les connaissances en matière de données, Kimpolo a encouragé les participants à modifier leur façon de penser pour devenir producteurs – et non plus simples consommateurs – de données.

En réponse aux questions, les intervenants ont discuté du rôle du secteur privé dans le développement durable. Ndili a souligné le besoin de renforcer les capacités des législateurs pour s'assurer que l'intérêt général soit bien au centre de l'élaboration des politiques et éviter toute cooptation par les gros joueurs de l'industrie. Solhjell a mis en exergue que le secteur public doit tenir les rennes, mais que l'investissement du secteur privé est crucial pour atteindre les ODD. Kimpolo a appelé à différencier les acteurs du secteur privé local de ceux du niveau mondial. Les intervenants ont également abordé, entre autres : l'intégration de formations en littératie des données dans les programmes scolaires ; l'amélioration de la coordination entre institutions publiques ; et le développement de principes pour guider le partage de données.

Décèler les opportunités cachées dans des lieux inattendus : Comment les pays s'entraident pour mobiliser les données administratives au service des ODD : Mayasa Mwinyi, du Bureau du Statisticien en chef du gouvernement de TANZANIE à Zanzibar, a évoqué le plan d'action triennal développé par le pays pour améliorer ses statistiques en matière de genre, de migration et dans le domaine pénal. Elle a mis en exergue la difficulté centrale que représente le manque d'interopérabilité entre les différentes sortes de données administratives.

Floribel Méndez Fonseca, de l'Institut national de statistique et de recensement du COSTA RICA, a souligné l'importance des données en temps réel et a mis en exergue le plan du pays pour explorer l'utilisation de sources de données non traditionnelles pour les analyses d'achat d'électricité, entre autres. Elle a estimé qu'une façon d'avancer serait d'élaborer des accords officiels de partenariat avec des fournisseurs d'information.

Emmanuel Nortey Botchway, du Registre ghanéen des naissances et des décès, GHANA, a mis en avant une réforme juridique nationale qui impose aux centres de santé de transmettre obligatoirement les notifications de naissances et de décès au registre national, et a évoqué une coopération fructueuse avec les forces de police, les services d'ambulance et les centres pénitentiaires. Il a évoqué quelques prochaines étapes qui consistent à intensifier les exercices d'enregistrement mobile et à améliorer la collecte de données au niveau des districts.

Iván Ojeda, Directeur de l'Institut national de statistique du PARAGUAY, a dévoilé les travaux sur un inventaire des registres administratifs avec pour but de faciliter la coopération interinstitutionnelle. Vibeke Oestreich Nielsen, de la CSNU, a décrit les activités de la plateforme de [Collaboration pour l'utilisation des données administratives à des fins statistiques](#), notamment la mise en place de « cliniques d'experts » permettant aux pays de partager leurs expériences.

Fredy Rodríguez, du Centre de pensée stratégique internationale (Cepel) de COLOMBIE, a souligné l'importance des différentes formes de coopération, que ce soit Nord-Sud, Sud-Sud ou entre les diverses agences nationales.

Par où commencer ? – Identifier les leviers d'un renforcement efficace des capacités : Sasha Ramirez-Hughes, du Partenariat des statistiques pour le développement au 21^e siècle (PARIS21), a estimé que dans le contexte post-COVID-19, le renforcement des capacités doit permettre de naviguer la révolution des données, de bâtir des partenariats et de traiter les questions transversales. Mercy Kanyuka, du Bureau national de statistique du MALAWI, a suggéré de mettre l'accent sur les capacités individuelles en matière de gestion et de leadership pour impliquer les parties prenantes, et sur la mobilisation de ressources et de compétences en matière de gestion financière entre systèmes statistiques nationaux.

Stefaan Verhulst, du Laboratoire de gouvernance (GovLab) de l'Université de New York, a proposé de promouvoir l'acquisition de compétences en matière de gardiennage d'ensembles de données d'intérêt public, de focaliser les initiatives en matière de données sur les questions considérées comme importantes, et de proposer des formations de gardiennage spécifique. Umar Serajuddin, de la Banque mondiale, a présenté l'Indice de performance statistique, en précisant que celui-ci comprend des indicateurs conçus pour être incitatifs à l'investissement.

Julia Schmidt, du PARIS21, a souligné l'importance, entre autres : des données du secteur privé, de la qualité des cadres juridiques et institutionnels, et des compétences non-techniques en matière de données. Mitch Blaser, de la Corporation Millennium Challenge, a estimé que la capacité est le moteur de la transparence et de la responsabilité, et que la résilience des systèmes de données soutenus par des sources de financement diversifiées est essentielle.

Johannes Jütting, du PARIS21, a résumé ainsi : la COVID-19 est une opportunité pour réinventer le renforcement des capacités ; des compétences sont requises pour naviguer les changements dans le paysage des données, notamment en matière d'intendance, d'utilisation et de performance statistique ; et il est nécessaire d'actionner des leviers, notamment des incitations pour développer des données, des cadres juridiques et des compétences de meilleure qualité.



Mahadia Tunga, Data Lab Tanzania (dLab)

Innovations et synergies entre écosystèmes de données

Panel de haut niveau : Comment innover pour générer des données opportunes permettant de faire face à la COVID-19 et de réaliser les ODD : Lundi 4 octobre, en session plénière, le Directeur général de l'Institut international d'analyse appliquée des systèmes (IIASA) Albert van Jaarsveld a souligné la valeur des sciences participatives dites « citoyennes », notamment : en complément des données et statistiques officielles ; pour améliorer l'éducation ; pour renforcer la confiance ; et pour contribuer à la « démocratisation de la science ». Rebecca Moore, Directrice de Google Earth, a évoqué les innovations en matière de technologies cartographiques qui produisent des données immédiatement pertinentes et exploitables. Elle a mis en exergue les [Plus Codes](#) de Google, qui sont un moyen de ne laisser personne pour compte en offrant des adresses numériques à deux milliards de personnes dépourvues d'une adresse physique dans le monde.

Mago Yusuf Murangwa, Directeur général de l'Institut national de statistiques du RWANDA, a reconnu le potentiel des données en temps réel pour affronter des défis concrets. Il a souligné le besoin d'investir dans les ressources humaines et dans les institutions, à la fois en matière d'acquisition de compétences et pour assurer la fiabilité des infrastructures.

Daniel Asare-Kyei, PDG d'Esoko Limited, a décrit comment la plateforme de gestion communautaire développée par son entreprise pour les données relatives au marché a déjà servi à « mettre les données pertinentes entre les mains de petits exploitants agricoles » sur le continent africain pendant la pandémie. Il a assuré que les acteurs du secteur privé et les organisations non-gouvernementales ont des données significatives à partager, mais les contributeurs et les récepteurs de données doivent être mieux connectés.

Au cours des discussions, les intervenants ont réfléchi à la façon de s'adapter à des écosystèmes de données en perpétuel changement et de mieux tirer profit des nouvelles opportunités. Ils ont également abordé le rôle des théories et modèles, et Moore a mis en exergue l'importance de la transparence et de l'évaluation indépendante des nouveaux modèles, tandis que Asare-Kyei a souligné que la modélisation repose largement sur la qualité des données. Parmi les autres points soulevés : l'amélioration de l'utilisation des données en temps réel ; le financement de la science citoyenne ; l'ouverture des données gouvernementales ; et l'utilisation de données à des fins de prévision en matière de sécurité sociale.

Partenariat pour le développement durable : l'histoire du Sud Global : Karen Bett, du Partenariat mondial pour les données relatives au développement durable, a affirmé que la société civile du Sud Global collecte des données d'excellente

qualité. Elle a souligné que les partenariats ont besoin de temps et d'espace pour apprendre, et qu'ils devraient être alignés avec les BNS. Philipp Schönrock, du Cepei, a souligné l'importance de renforcer la confiance, de développer les capacités et d'exploiter les données, en signalant que le Sud Global dispose de capacités mais n'a « qu'une demi-voix » dans les discussions relatives aux données.

Mahadia Tunga, du Data Lab Tanzania (dLab), a estimé qu'il est possible d'exploiter davantage de données en impliquant les populations locales et les partenaires clés qui sont les utilisateurs des données. Rajiv Ranjan, du PARIS21, a encouragé l'évaluation de la répartition des financements et à axer davantage la collecte de données sur la demande. Yudhanjaya Wijeratne, LIRNEasia, a indiqué que les données des réseaux sociaux peuvent être utiles pour comprendre les populations mal desservies, mais que ces informations doivent faire l'objet d'une sélection rigoureuse. Il a mis en exergue que le Sud Global doit disposer de ses propres données brutes plutôt que de recevoir des ensembles de données traitées en provenance du Nord.

Les participants ont abordé, entre autres questions : la reconnaissance des capacités du Sud Global en matière de données et le besoin de dépasser la dichotomie Nord-Sud ; le besoin de valoriser le travail des scientifiques des données pour prévenir la fuite des capacités ; et l'importance des partenariats basés sur la confiance, de la participation des autochtones et de l'équilibre délibéré des relations de pouvoir.

Des données numériques pour l'égalité de genre : La prochaine génération : Bapu Vaitla, de Data2X, a partagé son expérience de la recherche en Big Data sur les menaces de genre qui pèsent sur la sécurité physique des personnes, et a souligné que les femmes et les filles doivent être au cœur de la gouvernance des données pour éviter les échecs du passé dans le développement des technologies. Gloria Akoto-Bamfo, du Service statistiques du Ghana, a présenté une application mobile pour les données générées par les individus en matière de violence de genre, en signalant un nombre plus élevé d'actes dénoncés comparé aux statistiques officielles des services de police.

Jihad Zahir, de l'Université Cadi Ayyad, a présenté sa « NajatBot », une messagerie Facebook qui connecte les victimes marocaines de violence de genre avec les services d'aide juridique et psychologique. Elle a signalé que les agents conversationnels ou « chatbots » sont des outils accessibles et transversaux, faciles à optimiser pour produire des données utiles à des fins de politique publique.

Andrew Young, du GovLab de l'Université de New York, a évoqué l'« Initiative 100 questions » de son organisation en matière de genre. Il a mis en exergue les notions de réutilisation des données et de gardiennage des données, qui devraient selon lui être abordées de façon spécifiquement contextualisée. Paul Ko, de LinkedIn, a parlé de son expérience en matière de différenciation genrée dans les pratiques de recrutement et d'autopromotion professionnelle, en signalant une sous-représentation des femmes aux postes d'autorité et dans les secteurs des technologies de pointe.

Rosita Najmi, de PayPal, a évoqué son expérience du travail collaboratif de PayPal avec des OSC et des universités pour lutter contre la traite d'êtres humains, le trafic d'armes et les mouvements prônant la haine, en notant le potentiel des données de la technologie financière (FinTech) dans la lutte contre les activités criminelles.

Les discussions qui ont suivi portaient, entre autres, sur : les biais culturels en matière de violence de genre et le manque de confiance dans le suivi institutionnel ; les cycles de financement qui empêchent les partenariats durables ; et la construction de bases solides pour les mesures de réponse rapide.

Intégrer les sciences citoyennes dans les mécanismes officiels de suivi des ODD / Présentation du Partenariat mondial des sciences citoyennes : Albert van Jaarsveld, Directeur général de l'IIASA, a expliqué que 76 indicateurs des ODD peuvent bénéficier du soutien des sciences citoyennes, en signalant toutefois que cela requiert l'appui des organisations internationales et du financement pour les leaders communautaires. Jillian Campbell, de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique (CDB), a révélé que plusieurs des indicateurs relatifs à la biodiversité s'appuient déjà sur les sciences citoyennes et que le Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 contempera des indicateurs de résultat qui pourraient également tirer profit de ce type d'apports scientifiques.

Rachel Bowers, du Service statistique du GHANA, a décrit un projet de sciences citoyennes axé sur un protocole international et visant à surveiller le dépôt de déchets plastiques sur les plages, et a affirmé que, lorsque cela est nécessaire, les gouvernements soutiennent l'élaboration de méthodologies normalisées et la localisation du suivi des indicateurs. Kwame Fredua, de l'Agence de protection de l'environnement du GHANA a souligné que les plateformes ouvertes favorisent l'appropriation par les parties prenantes, et que les sciences citoyennes peuvent concourir aux indicateurs de développement.

Steve MacFeely, de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), a souligné que l'accréditation des données devrait permettre d'intégrer les sciences citoyennes, ou toute forme de données non traditionnelles, tout en respectant des principes fondamentaux. Dilek Fraisl, IIASA, a présenté le [Partenariat mondial des sciences citoyennes](#), un réseau de réseaux ayant pour objet de promouvoir la science citoyenne.

En réponse aux questions de l'auditoire, les intervenants ont réitéré l'importance de connecter tous les types de données et ont souligné la profitabilité des sciences citoyennes.

Innovations du secteur privé dans un monde post-pandémique : Intégrer les ressources de données non-commerciales pour soutenir la réponse à la pandémie et le développement durable : Laura McGorman, de Facebook, a décrit les usages possibles des données relatives à la mobilité, notamment : soutenir la réponse aux catastrophes ; prévoir la transmission du virus de la grippe ; et analyser le temps de déplacement vers les centres de santé. Rosita Najmi, de PayPal, a appelé à apprendre de la communauté humanitaire et à réfléchir sur « l'état de préparation des données ». Elle a plaidé pour une définition claire des rôles, des responsabilités et des dates limites pour soutenir l'élan du travail collaboratif.

Andrew Means, de Salesforce, a mis en lumière le travail de son organisation pour soutenir la gestion d'impacts basée sur des données, centré sur le renforcement des capacités de collecte et d'analyse de données. Il a signalé le développement du Cloud Vaccins, qui aide les pays à planifier la distribution des vaccins et pourra servir au-delà de la COVID-19.

Nate Williams, de LinkedIn, a évoqué la façon dont les données de LinkedIn peuvent compléter les statistiques publiques en matière d'emploi en permettant la comparaison au niveau national, la décomposition par localisation, industrie ou fonction, et des relevés en temps réel. Il a mis en lumière la collaboration de l'entreprise au [Rapport mondial sur les inégalités hommes-femmes](#) dans le monde établi par le Forum économique mondial.

Kareem Elbayar, de l'Initiative Connecting Business, a souligné les besoins immenses et croissant du secteur humanitaire en matière de données, en notant des lacunes persistantes notamment sur la condition des routes et d'autres infrastructures essentielles, et a appelé à créer de nouvelles approches pour intégrer différents types de données.

Holly Krambeck, Fondatrice du Partenariat pour les données relatives au développement, a décrit la fonction du Partenariat qui vise à faciliter une utilisation efficace et responsable des données de tiers au service du développement durable. Elle a signalé que 200 projets sont déjà en cours, qui contribuent à 13 des 17 ODD.

Comment adhérer aux principes fondamentaux des statistiques officielles lors de la compilation de données dans un contexte de pandémie de COVID-19 : Ronald Jansen, Directeur adjoint de la CSNU, a énuméré un ensemble de principes directeurs qui assurent la confiance du public et qui suivent les principes fondamentaux des statistiques : nécessité et proportionnalité ; indépendance professionnelle ; confidentialité ; engagement pour l'égalité ; et comparabilité internationale. Siim Esko, de Positium, a expliqué qu'en Estonie, obtenir des données de la part de trois opérateurs mobiles a généré des difficultés en matière de cohérence des données mais a aussi permis des opérations de triangulation, et que le lancement d'un tableau de bord public a renforcé la confiance.

Ayumi Arai, Université de Tokyo, a évoqué l'expérience tirée de la Gambie en signalant que les partenariats existants ont aidé à surpasser des difficultés dans le développement des données et que la désagrégation des ensembles de données est essentielle pour maintenir la confiance. Rappelant qu'au Ghana les données des téléphones mobiles sont utilisées depuis 2018 pour extraire des statistiques migratoires, Wole Ademola Adewole, de la Fondation Flowminder, a rapporté que malgré les défis administratifs et juridiques, les données mobiles ont pu être utilisées pour surveiller l'efficacité des restrictions dues à la COVID-19 et soutenir les campagnes de vaccination.

Janssen a annoncé le gagnant du [Hackathon de données des systèmes automatisés d'information](#), un projet mis en place par des employés de l'entreprise manufacturière finlandaise Wärtsilä qui permet le suivi en temps réel des émissions des transports maritimes mondiaux.

Ne laisser personne pour compte

Panel de haut niveau : Ne laisser personne pour compte, la nécessité de mesurer l'équité : Au cours de cette session plénière du lundi 4 octobre, la Modératrice Claire Doole a souligné l'importance de combler les lacunes de données afin d'assurer que personne ne soit laissé pour compte. Alison Bryant, de l'AARP, a signalé des lacunes importantes dans les données relatives à la vie des groupes de populations plus âgées. Elle a appelé à prêter attention à l'intersectionnalité, en signalant les disparités de longévité liées à l'appartenance raciale ou ethnique et les inégalités de genre.



Claire Doole, Doole Communications

José Viera, PDG de l'Union mondiale des aveugles, a mis en exergue que l'insuffisance et le manque de fiabilité des données empêche l'évaluation précise de la condition des personnes handicapées. Il a appelé à inclure les personnes souffrant de handicaps et leurs organisations représentatives dans la collecte de données. Julio Santaella, de l'Institut national de statistique et de géographie du MEXIQUE, a signalé les compromis qu'il faut souvent faire dans la fourniture de données entre respect des délais et précision.

Nayana Das, de l'organisation IMPACT Initiatives, a évoqué les difficultés que pose le recensement des personnes déplacées, et a souligné que travailler avec des partenaires locaux est une approche productive. Ruth Levine, PDG de l'organisation IDinsights, a souligné la pertinence d'inclure les problématiques de genre dans la formation des collecteurs de données.

Concernant le besoin de faire preuve de délicatesse et de retenue dans la collecte de données, Santaella a évoqué la violence de genre et cité les pratiques de partage pour renforcer le niveau de confiance, et Das a mis en avant les partenariats pour donner les bonnes orientations. Levine a ajouté les questions de confidentialité des données et l'identification de la destination des données. Viera a noté que dans de nombreux pays, les personnes handicapées ne sont pas encore une priorité, ce qui rend plus difficile la conception de politiques adaptées ou d'initiatives communautaires d'inclusion, par exemple. Bryant a pointé les approches conceptuelles axées sur les utilisateurs et l'empathie comme principe directeur absolu.

Concernant le manque de volonté politique, Viera a estimé que la collecte de données est un prérequis pour l'inclusion des groupes marginalisés. Concernant la participation des communautés locales, plusieurs intervenants ont souligné le besoin de fournir des résultats aux parties prenantes de haut niveau ainsi que la nécessité de renforcer l'autonomie des citoyens qui ont contribué. En réponse à une déclaration concernant les obstacles à la pleine participation, Viera a reconnu que la possibilité de divulguer des expériences vécues d'exclusion constitue une avancée dans le sens d'une meilleure inclusion.

Concernant les principales mesures à prendre pour assurer que personne ne soit laissé pour compte, Das a mis en avant la collaboration et la coordination. Levine a appelé les financeurs qui soutiennent la collecte de données à s'intéresser aux besoins des communautés exclues. Santaella a signalé le renforcement des capacités des BNS. Bryant a évoqué le besoin d'inclusion et d'accessibilité. Viera a plaidé pour une centralisation de la voix des personnes en situation de handicap.

Des partenariats pour fournir des données relatives aux groupes invisibles et assurer que personne ne soit laissé pour compte : Leçons pratiques pour bâtir des systèmes de données inclusifs et donner une voix aux communautés : Betty Amongi Akena, Ministre des questions de genre, du travail et du développement social de l'OUGANDA, a indiqué que les mesures prises pour contenir l'épidémie de COVID-19 ont généré une hausse du chômage et exposé plus de personnes à la pauvreté. Elle a évoqué un programme de subventions en espèces pour soutenir les ménages les plus vulnérables pendant les confinements, et la mise à disposition des petites entreprises de prêts à des prix inférieurs à ceux du marché.

Annie Namala, de Wada Na Todo Abhiyan, a expliqué que les données du niveau étatique omettent souvent les communautés marginalisées avec pour effet de fausser l'attribution des financements publics, en citant comme exemple les chiffres du PIB indien qui ne prennent pas en compte les changements intervenus dans le secteur informel. Elle a souligné le potentiel des données générées et recueillies au niveau communautaire

pour promouvoir l'inclusion et nourrir les évaluations désagrégées.

Javier Carranza Tresoldi, Fondateur de GeoCensos, a évoqué son expérience des processus de collecte participative de données cartographiques, comme dans les « maras » qui sont des territoires contrôlés par des gangs. Il a mis en exergue l'intérêt exprimé par les communautés à s'engager dans des exercices de cartographie et a noté que de telles approches peuvent élargir le spectre des recensements conduits par les autorités publiques. Helen Leticia Namirembe Nviiri, du Bureau des statistiques de l'OUGANDA, a présenté un travail collaboratif visant à améliorer la précision des données relatives aux naissances et aux décès, et à enrichir les statistiques en matière de genre, de handicap et de migrations.

Les discussions ont ensuite porté, entre autres, sur : les partenariats avec des organisations locales pour atteindre des populations parlant des langues marginalisées ; et l'utilisation d'enquêtes générales comme outils de contrôle pour cibler des groupes démographiques spécifiques, comme les personnes en situation de handicap.

Rendre visibles les plus vulnérables : Lacunes des données et statistiques officielles sur les déplacements forcés : Björn Gillsäter, Directeur du Centre de données sur les déplacements forcés de populations, a expliqué que quelques 82 millions de personnes ayant subi des déplacements forcés sont statistiquement invisibles aujourd'hui dans le monde. Natalia Baal, Agences de Nations Unies pour les réfugiés (HCR), a décrit les travaux du Groupe d'experts sur les statistiques relatives aux réfugiés et populations déplacées internes (PDI) pour répondre à l'absence d'un cadre et de normes statistiques capables de couvrir les populations ayant été déplacées de force. Sharmarke Farah, Directeur général du Bureau national des statistiques de SOMALIE, a mis en exergue les efforts visant à combler les lacunes de données et améliorer les statistiques relatives aux PDI avec pour objectif de mettre les données humanitaires à portée de main des décideurs politiques.

Olena Shevtsova, Service des statistiques de UKRAINE, a exprimé l'utilité d'inclure et d'impliquer les parties prenantes dans le processus de mise en œuvre des recommandations internationales sur les PDI. Lucas Gómez, Conseiller du Président de COLOMBIE sur la frontière colombo-vénézuélienne, a expliqué comment la gestion améliorée des données a permis de protéger efficacement les droits humains des migrants vénézuéliens en Colombie. Haishan Fu, de la Banque mondiale, a réitéré le besoin de résoudre les difficultés que rencontrent les personnes déplacées de force, et a décrit les efforts déployés pour



José Viera, PDG de l'Union mondiale des aveugles



Javier Carranza Tresoldi, Fondateur de GeoCensos

améliorer la production de données et élaborer de nouvelles normes internationales.

Les intervenants ont répondu aux questions concernant l'impact de la COVID-19 sur la collecte de données, ainsi que celles concernant le rôle des OCS dans la production de données sur les réfugiés et les PDI.

Réponses novatrices sur les données relatives aux personnes en situation de handicap et collectées par celles-ci aux temps de la COVID-19 : José Viera, PDG de l'Union mondiale des aveugles, a évoqué [l'Outil de promotion des données relatives aux handicaps](#), lancé en 2020. Il a partagé quelques observations tirées d'une enquête sur les impacts de la COVID-19 sur les personnes en situation de handicap, en soulignant le défaut d'inclusion aux systèmes de réponse d'urgence et le manque d'accès à l'aide médicale.

Laisa Vereti, du Forum du Pacifique sur les handicaps, a souligné l'importance de ne pas se limiter à recueillir des données mais de prendre appui sur les faits observés pour agir, en citant le développement d'allocations handicap dans plusieurs pays du Pacifique parmi les réussites les plus récentes en la matière. Neda Jafar, de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale, a décrit les travaux de son organisation, notamment sur l'élaboration d'enquêtes indépendantes sur les personnes handicapées pour acquérir une vision spécifique sur leurs besoins en matière d'éducation et de santé, entre autres.

Anderson Gitonga, PDG de l'Union des personnes handicapées du Kenya, a évoqué la réunion de groupes d'étude accueillant des femmes en situation de handicap et l'utilisation de groupes Whatsapp pour recueillir des informations et démarcher ensuite les politiques pour obtenir des interventions publiques, notamment pour un accès prioritaire des personnes handicapées dans les campagnes vaccinales.

Jennifer Madans, du Groupe de Washington sur les statistiques relatives au handicap, a souligné le besoin de dépasser la simple désagrégation des données pour s'intéresser à l'intersectionnalité, par exemple entre handicap et genre. Elle a mis en garde sur le fait que les enquêtes via téléphonie mobile ou internet peuvent être biaisées par l'exclusion de fait des personnes ayant des problèmes d'ouïe ou de vue.

Ce que la COVID-19 nous laisse en héritage : Mobiliser les données de genre pour une science de meilleure qualité : L'animatrice Diva Dhar, de la Fondation Bill & Melinda Gates, a introduit cette session virtuelle en affirmant que « si la COVID-19 est aveugle au genre, elle n'est pas neutre en termes de genre ». Sarah Hawkes, Co-Fondatrice et Co-Directrice de Global Health 50/50, a expliqué que les données désagrégées par genres ont des incidences en matière de recherche et sur l'élaboration de directives et de politiques. Elle a mis en exergue que les données

des gouvernements nationaux relatives à la COVID-19 n'ont pas comptabilisé les individus non binaires, et a signalé que les politiques ont été très peu réactives aux données, en négligeant le genre dans 90% des cas.

Anita Raj, du Centre d'études sur l'équité de genre et la santé, de l'Université de Californie, site de San Diego, a présenté le projet EMERGE (Evidence-based Measures of Empowerment for Research on Gender Equity) en signalant les impacts disproportionnés de la COVID-19 sur les femmes en termes de santé mentale et physique, ainsi que la hausse des violences faites aux femmes comme effet collatéral de la pandémie.

Amy Herring, de l'Institut Global Health Institute, à l'Université de Duke, a martelé que le sexe et le genre devraient constituer une norme par défaut pour la collecte de données, ce qui aurait pour effet d'augmenter la valeur à long terme des données recueillies. Papa Seck, d'ONU-Femmes, a expliqué que les cas de violences faites aux femmes se sont accrues pendant la pandémie. Il a souligné qu'il est impératif d'explorer des méthodes novatrices pour collecter ce type de données et s'assurer que celles-ci soient exploitées dans la mise en œuvre de politiques adaptées.

Abhishek Singh, de l'Institut international de sciences démographiques, et Damazo Kadengye, du Centre de recherche sur les populations africaines et la santé, ont réagi aux présentations des intervenants, et Kadengye a demandé comment aborder et défendre la question des données ouvertes aux niveaux national et régional. Linda Laura Sabbadini, de l'Institut national italien de statistique, a réaffirmé le besoin fondamental de données de genre de bonne qualité. Ilaria Capua, de l'Université de Floride, a plaidé pour que les politiques exigent des données désagrégées par sexe et par genre.

Intégrer des données géospatiales provenant de toutes les parties dans le cadre de la réponse, de la relance et de la résilience face à la COVID-19 afin d'éclairer la prise de décisions : Les participants ont abordé le [Guide d'intégration des données géospatiales dans les statistiques officielles](#), un document conjointement établi par le PARIS21 et Statistics Sweden.

François Fonteneau, du PARIS21, a expliqué que l'intégration de données statistiques et géospatiales crée des cartes plus détaillées, ce qui permet une utilisation plus efficace des données.

Martin Brady, du Bureau australien des statistiques, a présenté le Cadre mondial de statistique géospatiale établi par le Guide, en expliquant que la prochaine étape consiste à recueillir des retours d'expérience pour élaborer des versions adaptées aux contextes nationaux et régionaux ainsi qu'une liste de meilleures pratiques.

Javier Carranza, de GeoCensos, a résumé les principales étapes préconisées dans le Guide en signalant un profond intérêt à développer et divulguer des études de cas pour soutenir son utilisation. Amélie Gagnon, de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), a cité quelques exemples dans le domaine de l'éducation, notamment l'impact du temps de trajet sur les résultats éducatifs en Jamaïque et la prise en compte d'évaluations des risques naturels pour fixer l'emplacement de nouvelles écoles en Indonésie. Prachi Srivastava, de l'Université de l'Ouest, au Canada, a présenté une plateforme permettant de visualiser l'impact de la COVID-19 sur les taux de contamination des communautés marginalisées et à faible revenu dans la province de l'Ontario.

Javier Teran, du Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA), a présenté [l'Explorateur de données relatives au COVID-19](#), une plateforme qui combine des sources de données multiples et facilite leur visualisation pour soutenir les interventions humanitaires. Rosemary Okello-Orlale, de la Strathmore Business School, a mis en exergue le potentiel des combinaisons de données pour rendre visibles les femmes vulnérables dans les ensembles de données nationaux.

Comprendre le monde à travers les données

Panel de haut-niveau : Donner un sens aux événements – Pouvoir compter sur les données et statistiques pendant les pandémies et autres catastrophes :

Lors d'une séance plénière le mardi 5 octobre, Manja Kargbo, du Conseil municipal de Freetown, en Sierra Leone, a estimé qu'il nous faut admettre que la distanciation sociale et les confinements ne sont pas possibles à imposer dans tous les contextes. Elle a expliqué que cela a conduit sa ville à explorer des approches plus adaptées localement, comme la restructuration des marchés pour regrouper les produits et gérer les flux de visiteurs. Aidan Eyakuze, Directeur exécutif de Twaweza East Africa, a raconté que l'organisation a conduit des enquêtes par téléphonie mobile pour évaluer la façon dont les communautés faisaient face à la pandémie, et comment cela a aidé les autorités à adapter leurs communications d'urgence.

Carol Coy, Directrice générale de l'Institut de statistique de la JAMAÏQUE, a signalé des besoins sans précédent en matière de données et le défi que représente le fait d'adapter les méthodes de collecte de données lorsque les approches en face-à-face n'étaient plus possibles. Neal Myrick, Directeur général de la Fondation Tableau, a estimé que le manque de données désagrégées constitue une véritable occasion manquée, car ces informations sont essentielles pour concevoir des messages individuellement adaptés concernant les risques.

Oliver Morgan, de l'OMS, a signalé que les attentes du public en matière de données opportunes se sont accrues, tout comme les difficultés pour naviguer les tensions géopolitiques et travailler avec les diverses normes de reporting adoptées par les pays. Il a expliqué que la surinformation et l'intensification des publications de recherches scientifiques avant leur vérification par des pairs ont, parfois, généré davantage de confusion.

Concernant le renforcement de la confiance, Kargbo a estimé qu'il est possible de lutter efficacement contre les « fake news » en intégrant les structures communautaires dans les échanges de données. Il a estimé qu'il est capital pour les collecteurs de données de comprendre les nuances communautaires. Morgan a indiqué que le fait de prendre en compte différentes sources de données permet de s'extraire des « bulles d'information », en estimant que les données doivent rester simples pour leur communication via les réseaux sociaux. Eyakuze a suggéré de « faire des incertitudes nos alliées » et de partager les approches novatrices, comme la satire par exemple, pour contribuer à connecter les populations aux données qui les intéressent. Myrick a souligné que tout le pouvoir des données consiste à les utiliser pour raconter des choses. Coy a évoqué le besoin de recruter des spécialistes en communication pour aider à diffuser les données de façon efficace.



Manja Kargbo, Conseil municipal de Freetown, Sierra Leone

En réponse aux questions, les intervenants ont abordé la façon de centrer la communication des données sur les personnes, en soulignant les moyens innovants tels que l'inclusion d'« infomédiaires », d'influenceurs et de soignants, qui ont la capacité de traduire les données en informations adaptées à des publics très divers. Eyakuze a évoqué un programme de télévision qui s'est appuyé sur des données pour confirmer ou contredire ce que les personnes savaient et pensaient au sujet de la COVID-19. Kargbo a cité une intervention réussie qui a consisté à placer des jingles informatifs dans les transports en commun pour sensibiliser le public.

Revoir les stratégies de collecte, d'analyse et de diffusion des données relatives au marché du travail en temps de crise : Noraliza Mohamad Ali, du Département de statistique de la MALAISIE, a signalé un besoin accru de communication sur les statistiques du marché du travail pendant la crise de la COVID-19, notamment par des moyens inédits tels que les diffusions en direct (livestreams) de Facebook.

Daniel Sim, Ministre des ressources humaines de Singapour, a partagé quelques observations sur la réponse du pays à la pandémie. Il a signalé l'intensification des efforts de collecte des données et la publication mensuelle –au lieu de trimestrielle– des chiffres du chômage. Sahar Darusman, de l'Organisation de la sécurité sociale de MALAISIE, a expliqué la façon dont la combinaison des données de la sécurité sociale relatives à des indicateurs tels que le nombre de personnes inscrites au chômage, de personnes auto-employées et d'accidents du travail, entre autres, peut contribuer à donner une vision complète du marché du travail.

Farina Adam Khong, de la Banque centrale de MALAISIE, a noté que de nombreux travailleurs demeurent exclus de la force de travail en raison de la pandémie de COVID-19. Elle a mis en exergue que les femmes sont plus touchées que les hommes et a cité une tendance observée de travailleurs ayant fait des études supérieures qui acceptent des emplois moins qualifiés. Kieran Walsh, de l'Organisation internationale du travail, a expliqué que de nombreux pays ont dû adapter leurs méthodes de collecte de données durant la pandémie et de se rabattre sur les enquêtes via téléphone ou internet. Il a souligné l'importance des données granulaires pour saisir la perte d'heures travaillées.

Garantir l'avenir des données relatives aux ressources durables en eau pour les citoyens, les scientifiques et les responsables politiques : Tommaso Abrate, de l'Organisation météorologique mondiale, a expliqué que la collecte de données et leur intégration sont des opérations centrales pour accélérer les avancées sur l'ODD 6 (eau propre et assainissement) et sur les autres objectifs liés à l'eau. Steffen Fritz, de l'IIASA, a évoqué comment la science citoyenne fournit des données et des opportunités de sensibilisation qui contribuent à réduire les risques et à renforcer les capacités d'adaptation de la société.

Sheela Patel, Directrice et fondatrice de l'organisation Society for Promotion of Area Resource Centres, a appelé à faire remonter les données vers les communautés et essayer les bonnes solutions, et a mis en évidence les lacunes dans les données relatives aux impacts de la raréfaction des ressources en eau et de la mauvaise qualité de l'eau sur la vie des femmes. Sera Young, de la Northwestern University, a présenté l'outil [Water Insecurity Experiences \(WISE\) Scales](#) qui permet de quantifier l'expérience humaine de l'insécurité des ressources en eau. Elle a estimé que les données relatives aux ressources durables d'eau doivent être intéressantes, convaincantes, exploitables et faciles à recueillir, et qu'elles doivent servir à promouvoir l'action.

Nilay Dogulu, de l'Association internationale des sciences hydrologiques, a souligné la contribution des hydrologues en début de carrière en matière de résolution des problèmes d'oppression et d'amélioration des pratiques relatives aux



Samira Asma, OMS

données. Daniel Kull, de la Banque mondiale, a abordé l'efficacité de partage de données avec les utilisateurs finaux pour stimuler la croissance économique. Il a suggéré de mettre un terme aux pratiques de vente de données et de les remplacer par la vente de services basés sur des données tout en ouvrant les données au plus grand nombre. Jillian Campbell, de la CDB, a réitéré l'appel à assurer la durabilité des données relatives à l'eau, avec un accent sur la communication locale.

Faire le suivi des ODD pour tous : Rendre les données largement accessibles et impliquer les parties prenantes : Francesca Perucci, de la DSNU, a mis en exergue les réussites d'un projet conjoint mené par la CSNU et l'Office britannique des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement, qui a permis de soutenir le renforcement des capacités de 20 pays pour diffuser les données relatives aux ODD à travers des plateformes nationales de données en ligne. Elle a signalé : une plus grande disponibilité des données sur les indicateurs ; un meilleur accès pour tous les usagers et une meilleure coordination institutionnelle ; et la mise en place de pôles de données pour répondre à la crise de la COVID-19. Jean Luc Kabera, de l'Institut national de statistiques du RWANDA, a parlé d'accroître la participation des utilisateurs en estimant que cela favorise une hausse du niveau général de littératie et d'appropriation des données, et permet aux utilisateurs de réagir directement pour aider à révéler les lacunes de données.

Phetsamone Sone, Directeur adjoint du Bureau Lao des statistiques, a reconnu que la plateforme Lao sur les ODD est encore « en travaux » et qu'elle doit rester souple et simple pour compiler efficacement les données et les métadonnées afin de mieux les diffuser tout en interconnectant avec les bases de données existantes. Vibeke Oestreich Nielsen, de la CSNU, a mis en avant l'efficacité des outils disponibles, par exemple l'outil de visualisation des ODD et de la COVID-19, et des cours en ligne offrant des orientations en matière de compilation des métadonnées nationales.

Les intervenants ont partagé des points de vue sur les façons novatrices et créatives d'accentuer la participation des utilisateurs, notamment en consultant les citoyens sur les plateformes et en tenant compte des opportunités offertes par la science citoyenne.

S'engager sur une gouvernance solide en matière de données sanitaires dans le contexte de la COVID-19 : Ilona Kickbusch, animatrice indépendante, a animé cette session en citant le rapport Lancet [Grandir dans un monde numérique : l'avenir de la gouvernance sanitaire en 2030](#), à paraître le 25 octobre 2021. Antoine Geissbühler, Université de Genève, a

exploré le défi des données dites « FAIR » (faciles à trouver, accessibles, interopérables et réutilisables) notamment l'équilibre entre protection de la vie privée et réutilisation dans l'intérêt général. En matière d'utilisation d'intelligences artificielles, Geissbühler a évoqué le potentiel de renforcement des capacités des soignants et des patients, en appelant à imposer des principes de bienveillance pour s'assurer que les algorithmes évitent certains biais indésirables.

Christian Frutiger, Ambassadeur de l'Agence suisse de développement et de coopération, a cité le [Rapport 2021 du développement dans le monde : des données pour améliorer la vie](#), en signalant qu'il convient de résoudre d'importants problèmes de fragmentation des données à travers la coordination internationale. Samira Asma, de l'OMS, a appelé à une nouvelle forme de « solidarité des données », et souligné qu'il est urgent de mettre les données à disposition du grand public avec une gouvernance solide et une bonne intégration à la révolution numérique.

Sang-Il Kim, de l'Office fédéral de santé public de la SUISSE, a expliqué comment les déficiences dans la gouvernance des données pendant la COVID-19 ont fait que même des pays riches comme la Suisse ont été pris au dépourvu. Boukary Ouedraogo, Ministre de la santé du BURKINA FASO, a évoqué des difficultés similaires concernant la fragmentation des données et a mis en exergue le besoin de simplifier les outils pour améliorer l'utilisation des données.

Claudia Juech, de la Fondation Patrick J. McGovern, a évoqué l'impératif de suivre les principes directeurs d'inclusivité, de réactivité et de résilience dans la mise en place de partenariats de données qui permettront d'établir des systèmes de santé équitables, accessibles et de haute qualité. Njide Ndili, de la Fondation PharmAccess, a signalé qu'il est crucial d'identifier les responsabilités en matière de gouvernance des données pour permettre un alignement adéquat parmi les différentes parties prenantes.

Une stratégie de vaccination axée sur les données pour un monde libéré de la COVID-19 : Towfiq Khan, du Centre pour le dialogue politique, a mis en perspective les réponses à une enquête en ligne réalisée pendant le Forum. Agnes Binagwaho, Vice-Chancelière de l'Université pour l'équité sanitaire mondiale, a attribué la réussite de la stratégie vaccinale du Rwanda à l'application du principe d'application des connaissances scientifiques, malgré « l'accapement des vaccins par les pays riches ». Anir Chowdhury, du programme *Aspire to Innovate*, a mis en exergue, entre autres : la coordination entre les institutions publiques ; la diplomatie vaccinale ; et la mobilisation des corps intermédiaires comme les cliniques communautaires.

Natalia Aquilino, du Centre pour la mise en œuvre des politiques publiques qui promeuvent l'équité et la croissance, a partagé quelques observations concernant les défis relevés en Argentine et a recommandé, entre autres : une meilleure collaboration régionale ; des politiques d'ouverture et de suivi des données ; et la désagrégation pour permettre la combinaison de sources de données. Terry Parris Jr., du *New York Times*, a exposé comment les efforts des organisations communautaires et des bases populaires ont comblé les lacunes et surmonté les inégalités pour soutenir la vaccination des minorités et des communautés marginalisées, en atteignant un taux de vaccination de 70% dans la ville de New York.

Les intervenants ont également abordé : le rôle des données dans la surveillance post-vaccination ; la prise en compte des impacts de la COVID-19 ; l'identification des ensembles manquants de données agrégées sur les populations qui sont traditionnellement laissées pour compte ; et la façon de vaincre l'hésitation vaccinale. Les intervenants ont conclu en soulignant l'importance de renforcer la confiance et la transparence,

d'augmenter le niveau de littératie des données et les capacités de visualisation des données, et d'assurer la résilience des systèmes de santé.

Pour une confiance renforcée dans les données et les statistiques

Panél de haut niveau : Faire confiance aux données : L'équilibre entre qualité, confidentialité et transparence :

Lors d'une session plénière le mardi 5 octobre, James Lowry, de l'Université municipale de New York, a décortiqué les méthodes pour garantir la fiabilité des données, notamment par la désignation de gardiens et la conception de systèmes d'audit dédiés. Il a appelé à la réflexion sur la façon d'appliquer des contrôles à la bonne échelle dans le monde du Big Data. Il a averti qu'il ne faut pas confondre participation et confiance, et a noté l'importance de renforcer le savoir-faire technique pour évaluer les nouvelles technologies telles que la blockchain.

Pam Dixon, Fondatrice et Directrice exécutive du Forum mondial sur la confidentialité, a identifié des normes sociales émergentes autour des données, qui appellent à la mise en place d'une gouvernance moderne des données. Elle a salué la nouvelle loi indienne sur les données qui sera bientôt publiée et qui pénalise la ré-identification de données anonymisées, ce qui est central en matière de confiance du public. Elle a souligné l'importance des dérogations à des fins de recherches socialement bénéfiques.

Julia Lane, Co-Fondatrice et Directrice de l'Initiative Coleridge, a estimé que le déclin de la qualité des données et de la capacité à les utiliser appelle une « démocratisation » des données. Elle a indiqué que les nouvelles technologies facilitent l'accès aux données de façon confidentielle, et a signalé qu'il existe des approches intermédiaires entre les deux extrêmes que sont l'accès aux données limité par la puissance publique et les données totalement ouvertes. Anirudh Burman, de Carnegie India, a signalé que le défi en Inde consiste à maintenir la confiance dans la durée. Il a indiqué que de nombreuses personnes utilisent des procédés générateurs de données, comme des paiement en ligne par exemple, parce qu'elles n'ont pas d'autre choix. Il a souligné qu'en dépit des faiblesses de l'infrastructure numérique publique existante, celle-ci est tout de même beaucoup plus inclusive qu'avant.

Mulenga Musepa, Statisticien général par intérim de l'Agence de statistique de la ZAMBIE (ZamStats), a décrit la stratégie nationale pour le développement des statistiques, qui a conduit à l'élaboration d'applications servant à intégrer et coordonner des statistiques des diverses régions du pays. Drudeisha Madhub, Commissaire à la protection des données de l'ÎLE MAURICE, a plaidé pour une approche de la protection des données axée sur la citoyenneté, en signalant que les citoyens et les acteurs



Thomas Gass, Agence suisse pour le développement et la coopération

économiques ont des visions différentes de ce que sont les problèmes quand il s'agit de « se fier aux données ».

Lors des discussions, les intervenants ont abordé, entre autres : l'utilisation de données désagrégées issus des télécommunications dans la gestion de la crise ; la dépendance des gouvernements vis-à-vis des acteurs du secteur privé au lieu de renforcer leurs capacités propres ; et la mise au grand jour des biais dans le développement des technologies.

Est-il possible d'apprendre en 75 minutes le fonctionnement des plateformes ouvertes de données géospatiales pour exploiter les sources non-officielles de données au service du Programme 2030 ? Steve MacFeely, de l'OMS, a présenté la [plateforme d'information et de données Snakebite](#) qui combine des données géospatiales relatives à l'environnement des serpents et aux centres de santé avec des statistiques relatives aux morsures de serpent et des données générées par la citoyenneté concernant le repérage de serpents dans une démarche de prévention des morsures de serpents.

Monika Kuffer et Dana Thomson, de l'Université de Twente au Pays-Bas, ont présenté le [Réseau IDEAMAPS](#), une initiative combinant diverses sources de données pour élaborer des cartes quadrillées qui brouillent les délimitations conceptuelles, comme les contours des villes, pour donner une vision plus précise de la précarité. Serkan Girgin, de l'Université de Twente, a décrit une plateforme d'analyse intégrée de données géospatiales à laquelle on accède via son navigateur internet et qui permet des calculs collaboratifs à partir de données géospatiales.

Olga Henker, de Global Colombia Certificación, a expliqué que la certification est essentielle pour saisir les potentialités des données non-officielles en matière de discours et de récit. Javier Teran, d'OCHA, a présenté la plateforme mondiale d'échange de données humanitaires, [Humanitarian Data Exchange](#), qui combine plus d'un millier d'ensembles de données pouvant servir à évaluer l'information relative à une crise humanitaire, et l'Explorateur COVID-19 qui contient des informations issues de 60 pays. Julia Janicki, journaliste spécialisée dans les données, a présenté les principes et outils de visualisation des données en signalant que les outils de visualisation interactive invitent les utilisateurs à analyser les données alors que le récit tiré des données est plus immersif en ce sens qu'il connecte les données aux expériences vécues et à d'autres sources d'information.

Double invisibilité : Le manque d'éducation pendant les crises marginalise davantage les enfants en situation de déplacement interne – il est temps d'agir ! Thomas Gass, de l'Agence suisse pour le développement et la coopération, a souligné que le déplacement forcé dure souvent le temps de l'enfance, ce qui fait de l'éducation des PDI un domaine clé de la lutte contre la pauvreté pour les générations suivantes. George Mogga, du Ministère de l'éducation et de l'instruction du SUD SOUDAN, a signalé les impacts des conflits et des changements climatiques, par exemple les inondations, parmi les causes principales du déplacement de populations dans son pays. Il a évoqué l'éloignement des camps de PDI et la discontinuité des financements pour expliquer la difficulté à assurer l'éducation des PDI.

Christelle Cazabat, du Centre de suivi des déplacés internes, a mis en exergue le manque de données sur les déplacements liés à des catastrophes et de données désagrégées par tranche d'âge concernant les PDI. Elle a cité les difficultés d'accès qui entravent la collecte de données et le fait que les PDI fuient souvent les autorités parmi les principaux défis, et a signalé l'utilisation d'imagerie satellite comme possible solution. Jean Claude Ndbananiye, de l'UNESCO, a souligné que les données désagrégées sont capitales pour garantir le droit à l'éducation et pointé un manque d'informations concernant les résultats de l'apprentissage.

Harpinder Collacott, PDG de l'organisation Development Initiatives, a appelé à mieux intégrer la collecte de données menée par les organisations humanitaires dans les ensembles de données nationaux. Elle a souligné l'importance de disposer de registres complets des naissances et d'attribuer des identités juridiques de type fondation pour mener des évaluations fiables. Christian Stoff, de l'organisation Education Cannot Wait, a évoqué des avancées en matière de collecte de données, notamment grâce à la Matrice de suivi des déplacements de l'Organisation internationale des migrations, et a signalé les lacunes en matière de capacités d'analyse des données. Il a mis en évidence que les PDI en milieu urbain sont difficiles à évaluer car elles ne sont pas organisées ou centralisées, contrairement à ce qui se passe dans les camps PDI.

Utilisation et diffusion de microdonnées et questions émergentes : L'Animateur Pietro Gennari, Statisticien chef de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a expliqué que les microdonnées sont habituellement supprimées à des fins de confidentialité mais que les rendre disponibles pourrait contribuer au suivi des ODD. Lara Cleveland, de l'Université du Minnesota, a présenté le réseau universitaire [IPUMS](#), qui donne accès à des microdonnées de recensement et de sondages partout dans le monde à des fins de recherche. Elle a indiqué que, dans ses 25 ans d'existence, l'IPUMS n'a jamais connu de rupture de confidentialité.

Ivana Bjelic, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), a expliqué que l'organisation travaille actuellement à donner accès à des microdonnées d'enquêtes sur les ménages et souligné le besoin de dépasser les sensibilités politiques. Haoyi Chen, du Groupe de travail inter-secrétariats des Nations Unies sur les enquêtes relatives aux ménages, a révélé que 90% des lois nationales sur les statistiques prévoient des dispositions concernant les microdonnées et la confidentialité des données, mais qu'il faut mener davantage de recherches pour confirmer l'utilisation de ces données dans la pratique. Peter Stokes, de l'Office britannique de statistiques nationales, a décrit les Services de données intégrées, qui permettent de combiner des données issues de divers environnements de recherche fiables, tels que l'IPUMS, à travers des formats normalisés et des métadonnées.

Mario Kunz, de la Fondation Syngenta, a expliqué comment l'entreprise travaille en collaboration avec la FAO pour utiliser les microdonnées issues des enquêtes réalisées par Syngenta auprès de producteurs agricoles, en signalant les difficultés juridiques et les réserves vis-à-vis de l'usage de données du secteur privé. Gennari a ajouté que les microdonnées de Syngenta sont essentielles au suivi de la cible 3 de l'ODD 2 relative à l'agriculture à petite échelle. En réponse aux questions, les intervenants ont affirmé que les métadonnées sont cruciales pour informer les utilisateurs de la qualité des données et savoir quelles sont les données qui se perdent lors des fusions d'ensembles de données.

Des données pour faire le bien : Vers un écosystème durable, au-delà de la philanthropie : JoAnn Stonier, de Mastercard, s'est félicitée de l'intérêt croissant à mobiliser différentes formes de données pour faire le bien. Elle a souligné le besoin de réfléchir davantage, entre autres, à la façon d'assurer la responsabilisation et l'intégrité et de réduire les biais dans les ensembles de données. Pedro A. de Alarcón, de Telefónica Tech, a mis en exergue l'importance d'une coopération étroite entre les acteurs privés et les BNS pour compléter les données des recensements officiels. Il a mis en avant les approches commerciales en matière d'échelle et de durabilité à long terme pour les projets de « Big Data au service du bien dans les sociétés ».

David Salgado, de l'organisme public de statistiques de l'ESPAGNE, a souligné que les organismes publics de statistiques font face à des contraintes immenses en termes de rigueur. Il a souligné qu'il faut travailler davantage à mobiliser le Big Data pour des analyses sectorielles, par exemple dans le secteur du tourisme. Dominik Rozkrut, Président de l'organisme public de statistiques de la POLOGNE, a affirmé que les organismes de statistiques sont censés être les gardiens des données et a souligné qu'ils ont besoin de renforcer leurs capacités pour tirer le maximum de parti de « l'avalanche » de nouvelles sources de données.

Hilary Kemp, de l'Association GSM (Global System for Mobile Communications), a mis en exergue que durant la pandémie quelques pays ont dépassé l'utilisation de données non alternatives pour prendre appui sur des tableaux de bord coopératifs pour asseoir leurs décisions. Elle a souligné l'immense valeur des cas concrets pour inspirer des collaborations et stimuler l'intérêt des autorités publiques dans les pratiques analytiques. Rachel Sibande, de la Digital Impact Alliance, Fondation des Nations Unies, a souligné la pertinence de développer des outils répliquables en accès libre pour générer des impacts à la bonne échelle, et a appelé à financer le renforcement des capacités numériques en général, et non uniquement des projets individuels.

Renforcer la confiance dans l'écosystème des données humanitaires : Mettre en place des principes communs pour partager responsablement les données avec les financeurs : Christine Löw, du Département fédéral suisse des affaires étrangères, a cadré les discussions en identifiant les risques d'exposition de populations vulnérables que pose le partage non responsable des données entre les organisations humanitaires et les donateurs, en faisant référence au cadre de l'Initiative pour la confiance et les données dans le secteur humanitaire.

Vincent Cassard, du Comité international de la Croix-Rouge, a confirmé le manque de cohérence entre les différents cadres mondiaux et a évoqué la rédaction d'une charte de principes et d'engagements pour le partage responsable des données. Il a pointé le besoin de renforcement des capacités à tous les niveaux de la chaîne de contrôle des données, notamment pour donner aux citoyens la capacité d'agir sur leurs propres données.

Irina Conovali, du HCR, a donné des exemples de partages responsables des données, en soulignant les travaux visant à développer davantage des ensembles de microdonnées publiques sûrs et accessibles. Elle a averti que les principes à eux seuls ne règlent pas les difficultés, et a appelé à mobiliser des efforts collectifs pour appliquer les principes de responsabilité vis-à-vis des données.

Nuno Nunes, de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), a indiqué que le manque de données, de



Peter Koblowsky, Centre international de la société civile



Johannes Jütting, PARIS21

normes et d'orientations dans les opérations de l'OIM rend la gestion des solutions d'autant plus difficile.

Les intervenants ont abordé l'utilisation de langages communs pour appliquer les principes et pratiques du secteur humanitaire en matière de données à la communauté du développement dans son ensemble, et le besoin de renforcer les capacités en matière de littératie des données à tous les niveaux.

Mettre les données alternatives au service des utilisations officielles : Des partenariats intersectoriels pour que personne ne soit laissé pour compte dans le suivi et l'examen des ODD :

Thomas Wollnik, du réseau Partners 4 Review, a dit que seule une fraction des données existantes sert au suivi des ODD, en indiquant que les partenariats requièrent des arrangements bien préparés entre organisations. Peter Kobrowsky, du Centre international de la société civile, a présenté deux initiatives : le partenariat international Ne laisser personne de côté, qui soutient au niveau national des coalitions d'OSC qui collectent des données relatives aux populations marginalisées pour stimuler le dialogue politique ; et l'initiative Inclusive Data Partnerships (Partenariats pour des données inclusives) qui rassemble des BNS, des organes nationaux de coordination sur les ODD, des institutions nationales de droits humains et des OSC.

Sanila Gurung, du réseau Beyond Beijing Committee - Népal, a expliqué que son travail au Népal porte essentiellement sur des outils pour favoriser les données générées par la citoyenneté dans le cadre de l'ODD 4 (éducation de qualité), de l'ODD 5 (égalité de genre) et de l'ODD 16 (paix, justice et institutions efficaces). Mustafa Khawaja, du Bureau central palestinien de statistiques, a abordé un partenariat entre le Bureau et les organes administratifs du Gouvernement palestinien visant à mobiliser les données administratives. Lambert Luguniah, de la Commission pour les droits humains et la justice administrative du GHANA, a indiqué que l'organisation a identifié des lacunes de données qui peuvent être comblées grâce aux données relatives aux droits humains.

Annie Namala, de Wada Na Todo Abhiyan, a décrit les travaux du projet 100 Hotspots qui vise à recueillir des données domestiques sur 20-25 indicateurs pour donner une vision de la situation et des besoins des groupes marginalisés en Inde. En réponse à un commentaire, les intervenants ont estimé que les fournisseurs de données tierces devraient être dotés d'un statut officiel et d'un espace équitable de participation dans les forums internationaux de suivi des ODD.

Où en sommes-nous ?

Panel de haut niveau : Le chemin à partir de Berne, naviguer l'avenir des données : Lors d'une session plénière mercredi 6 octobre, Samira Asma, de l'OMS, a indiqué que

le monde était mal préparé pour faire face à la pandémie de COVID-19 en matière de données, en signalant un manque généralisé de registres précis des décès et des modes de reporting encore moins harmonisés concernant les causes des décès. Chris Jones, du Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du ROYAUME-UNI, a estimé que la COVID-19 représente un défi d'échelle inédite, duquel il est permis de tirer des leçons générales en matière de gouvernance de la santé et de développement. Il a souligné l'importance de répartir clairement les responsabilités afin de préserver la confiance dans les actions collaboratives entre autorités publiques et acteurs privés.

Samuel Kobina Annim, du Service de statistiques du GHANA, a affirmé que la communauté de la statistique est en transition vers l'utilisation de sources de données non-traditionnelles, en signalant entre autres le potentiel des sciences citoyennes. Clint Brown, Directeur de l'Institut de recherche sur les systèmes environnementaux (Esri), a estimé que la pandémie a été un électrochoc pour la communauté géospatiale en signalant comment elle l'a poussée à agir rapidement. Il a souligné le besoin de réfléchir à la façon de transformer les données en information et de transmettre cette information au public.

Ola Awad, Présidente du Bureau central palestinien de statistiques, a réfléchi aux progrès accomplis dans la mise en œuvre du Plan d'action mondial de Cape Town et a salué le récent lancement du Centre d'échange d'informations sur les données relatives au financement du développement. Maria-Francesca Spatolisano, de l'ONU-DAES, a mis en exergue les opportunités d'élargir les efforts collectifs pour disposer de « données désagrégées de façon opportune, précise et fiable », en signalant le besoin d'investissements nouveaux et plus astucieux pour anticiper la demande future.

Paul Schreyer, de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE), a indiqué que le Conseil de l'OCDE au niveau ministériel envisage l'adoption d'une recommandation visant l'amélioration de l'accès et du partage de données. Signalant l'objectif partagé de créer des biens publics numériques, qui ont des coûts fixes élevés, il a mis en exergue l'importance capitale de la coopération et du co-investissement au niveau international.

Haishan Fu, de la Banque mondiale, a annoncé la tenue des promesses faites durant le deuxième Forum mondial des Nations Unies sur les données avec le lancement du [Fonds mondial pour les données](#), un nouveau pôle de financement accueilli par la Banque mondiale pour normaliser les soutiens des donateurs, assurer l'investissement guidé par la demande, mobiliser des financements plus importants et soutenir les investissements nationaux. Elle a expliqué que le Fonds, associé au mécanisme de partage des informations, optimisera la coordination et alignera les priorités au niveau mondial.

Les intervenants ont été mis au défi de comptabiliser et de mettre en lien ceux qui ne sont pas visibles actuellement dans le même esprit d'urgence, de collaboration, de coopération et de partenariats qui a permis d'administrer rapidement six milliards de doses du vaccin contre la COVID-19. En conclusion, Spatolisano a encouragé la communauté mondiale des données et des statistiques à se mobiliser pour atteindre les objectifs du Plan d'action mondial de Cape Town.

Investir intelligemment dans les données pour stimuler le développement: Lancement du Centre d'échange d'informations sur les données relatives au financement du développement : L'Animateur Johannes Jütting, du PARIS21, a présenté le Centre d'échange d'informations sur les données relatives au financement du développement. Haishan Fu, de la Banque mondiale, a appelé à la mobilisation des ressources nationales et d'approches internationales coordonnées, et a dit que le Centre et le Fonds mondial pour les données de la Banque



Alicia Maldonado, Déléguée de la jeunesse aux Nations Unies, Pérou

mondiale sont des instruments permettant d'éclairer l'engagement des pays et de promouvoir la connaissance.

Francesca Perucci, de la CSNU, a estimé que le Plan d'action mondial de Cape Town pour les données relatives au développement durable demande la mobilisation de financements pour des données qui mettent en valeur l'appropriation nationale et la transparence dans la prise de décisions. Ida Mc Donnell, de l'OCDE, a décrit la façon dont le Centre entend avancer en rassemblant toutes les forces disponibles au service du progrès, du renforcement de l'assimilation des données et de l'amélioration des orientations.

Shaïda Badiee, de l'organisation Open Data Watch, a abordé quelques autres détails au sujet du Centre de partage d'informations, en indiquant notamment qu'il englobe 36 mille projets, 23 profils-pays d'aide au développement international, sept profils d'agences de développement et 700 ressources téléchargeables. Jurei Yada, du PARIS21, a fait une démonstration du [site internet du Centre](#), en montrant notamment l'accès à l'information relative aux flux et opportunités de financement, les données du financement en matière de genre, et les tendances.

Josh Lozman, de la Fondation Bill & Melinda Gates, s'est engagé par message vidéo pré-enregistré à continuer de soutenir l'avancement du Centre de partage en tant qu'architecture durable de financements accrus et de meilleure qualité pour les données de genre. Mercy Kanyuka, du Bureau national de statistiques du MALAWI, a indiqué que le Centre soutient la mobilisation de ressources transparentes, la planification basée sur des faits avérés, et les partenariats et la coordination au niveau régional. Ivan Murenzi, de l'Institut national de statistiques du RWANDA, a signalé l'utilité d'impliquer les parties prenantes concernées car cela accentue la coordination et l'engagement.

Thomas Gass, de l'Agence suisse pour le développement et la coopération, a salué ce lancement comme un signe de la capacité à se connecter à l'échelle mondiale, à accroître la transparence et à collaborer les uns avec les autres.

Plénière de haut niveau : Des données pour rendre des comptes au public

Mercredi 6 octobre, Amina J. Mohammed, Vice-Secrétaire générale des Nations Unies, a dit par vidéo-message pré-enregistré que les données ont un rôle central dans la mobilisation du changement, et que mettre les données entre les mains du public favorise la transparence et la responsabilisation. Elle a appelé à mettre les données au travail et au service d'un monde plus sûr et plus juste pour tous.

Sowmya Kidambi, Département de l'administration rurale, Telangana, Inde, a fait part de quelques observations concernant l'audit public prévu par la loi des modèles de protection sociale dans la région, qui vise à assurer que les fonds d'origine fiscale atteignent effectivement leurs bénéficiaires désignés. Elle a mis en exergue la transversalité de ce type de mécanismes de contrôle public, en donnant des exemples d'initiatives de la société civile au Kenya et en Afrique du Sud. Aidan Eyakuze, Directeur exécutif de Twaweza East Africa, a décrit l'expérience de son organisation dans la conduite d'enquêtes publiques sur des questions telles que la taxation des téléphones mobiles, l'accueil des réfugiés, et le soutien aux mères adolescentes qui reprennent leurs études, et dans l'utilisation des données ainsi obtenues pour démarcher les autorités publiques. Il a souligné l'importance de transmettre aux participants de ces enquêtes les résultats obtenus à l'issue du sondage, car cela responsabilise les personnes et les communautés.

Fridah Githuku, Directrice exécutive de GROOTS Kenya, a mis en avant l'importance d'impliquer les communautés concernées dans une démarche de co-création, en citant par exemple la collecte de données conduite par les communautés elles-mêmes et les campagnes en faveur de l'équité de genre, et en affirmant que le fait d'interagir avec les détenteurs du pouvoir de décision favorise l'autonomisation des femmes. Georges-Simon Ulrich, Directeur général du Bureau fédéral suisse de statistiques, a souligné le rôle de gardiens des données qui est celui des BNS, qui doivent assurer le respect des normes de qualité et l'accessibilité des données pour le grand public. Il a souligné le besoin de développer les capacités pour travailler sur de nouveaux outils, tels que l'apprentissage machine par exemple, et la nécessité de contrecarrer les biais inhérents que ces outils peuvent engendrer.

Concernant la vigilance vis-à-vis de la qualité de données, Eyakuze a affirmé qu'on ne peut faire aucun compromis sur la rigueur, en décrivant l'engagement avec les BNS et les efforts déployés pour renforcer leur crédibilité auprès des communautés. Githuku a été d'accord sur l'importance de gagner la confiance des populations et de maintenir la crédibilité, et Kidambi a souligné le besoin de données ouvertes et accessibles, en affirmant que « les données recueillies auprès de la citoyenneté doivent avoir des retours au service de la citoyenneté ».

Concernant les produits de communication des données, Ulrich a signalé le rôle des médias en tant que caisses de résonance. Githuku a expliqué que prendre part à la conception des outils et à l'analyse promeut l'investissement et l'appropriation de la diffusion. Eyakuze a fait état de l'intérêt du gouvernement de la Tanzanie pour les sources non-traditionnelles de données, dont la science citoyenne. Kidambi a expliqué comment la simplification des données approfondit leur accessibilité. Githuku a fait observer la présence de financements publics appropriés dans les domaines que les gouvernements maîtrisent bien, et en parallèle, le manque de fonds pour les domaines qu'ils maîtrisent moins. Kidambi a évoqué le besoin d'une loi de responsabilisation pour gérer les plaintes relatives à la protection des données.

Patricia Danzi, Directrice générale de l'Agence suisse pour le développement et la coopération, a mis en exergue, entre autre : le besoin pour les États et pour les citoyens de rendre des comptes de leurs actions ; la valeur des partenariats ; et les différentes expériences de l'utilisation des données, comme celle qui a consisté à rapprocher les autorités de leurs administrés en Inde.

Session de clôture

En conclusion du troisième Forum mondial des Nations Unies sur les données, Amina J. Mohammed, Vice-Secrétaire générale des Nations Unies, a participé virtuellement à la session plénière dans l'après-midi de mercredi et mis en exergue l'opportunité de prendre la suite des partenariats novateurs qui se sont créés pendant la pandémie de COVID-19. Elle a salué les initiatives lancées pendant le Forum, à savoir : le Fonds mondial pour les données ; le Centre d'échange d'informations sur les données relatives au financement du développement ; et le Fonds pour l'analyse des risques complexes. Elle a affirmé que « les données sont le pouvoir, elles sont essentielles à l'élaboration et à la planification des politiques », en soulignant le besoin d'équilibrer les règles du jeu et de permettre aux citoyens d'utiliser les données à des fins militantes.

Alicia Maldonado, Déléguée de la jeunesse aux Nations Unies, Pérou, a souligné l'importance des données pour « rendre visibles les personnes invisibles » en les impliquant activement dans les pourparlers de la prise de décisions politiques. Nicolas Kurek, Délégué de la jeunesse aux Nations Unies, Suisse, a mis en exergue l'importance d'asseoir la prise de décisions sur des données complètes et exactes, et a appelé à discuter davantage des réglementations relatives à la confidentialité des données pour le secteur privé.

Francesca Perucci, de la CSNU, a présenté le [Pacte de Berne sur les données](#) dans le cadre de la Décennie d'Action pour les ODD, qui prévoit des engagements à renforcer les partenariats et à mobiliser des solutions pour produire des données inclusives. Thomas Gass, de l'Agence suisse pour le développement et la coopération, a estimé qu'« il n'appartient qu'à nous de rendre le pouvoir aux peuples », ce qui est nécessaire pour que chacun s'implique dans la réalisation des ODD.

Elsa Dhuli, de l'Instat ALBANIE, a annoncé que le quatrième Forum mondial des Nations Unies sur les données se tiendra en avril 2023 à Hangzhou, Province de Zhejiang, en Chine, et que la cinquième édition aura lieu à Medellín, en Colombie, en 2024. Georges-Simon Ulrich, Directeur général du Bureau fédéral suisse des statistiques, a offert à Jiang Xiaowei, Ambassadeur chinois en Suisse, une horloge traditionnelle suisse. Xiaowei l'a acceptée en disant qu'il est impatient d'accueillir le prochain Forum dans son pays. Juan Daniel Oviedo Arango, Directeur général du Département administratif national de statistiques, a souhaité à tous la bienvenue en Colombie en 2024, en se disant convaincu que la communauté des données peut contribuer à faire en sorte que le développement durable soit inclusif et effectif.

Stefan Schweinfest, Directeur de la CSNU, a salué l'édition 2021 du Forum mondial sur les données comme une grande démonstration de passion et d'enthousiasme, en rapportant qu'il a accueilli 6983 participants en ligne, et a exhorté l'auditoire à « faire bloc ». Liu Zhenmin, Secrétaire général adjoint d'ONU-DAES, s'exprimant par message vidéo, a félicité les participants pour les importantes avancées réalisées sur des solutions et partenariats de pointe en matière de données, qui permettent de réaffirmer avec force que les données occupent une place centrale dans notre avenir commun. Ulrich a clos le Forum en invitant vivement chacun à emporter avec lui l'inspiration tirée de ce rendez-vous et à la transformer en action.

Réunions à venir

Deuxième Conférence « Building Bridges » : Building Bridges est un effort ouvert et collaboratif qui vise à accélérer la transition vers une économie plus durable en Suisse et partout dans le monde, et qui promeut la contribution de la communauté des finances à la réalisation des ODD. **dates** : 29 novembre-2 décembre 2021 **lieu** : Genève, Suisse **www** : www.buildingbridges.org/

Forum 2022 des partenariats du Conseil économique et social des Nations Unies : Le Forum des partenariats abordera les façons de définir et de promouvoir des partenariats efficaces et quelle est la meilleure façon pour les partenariats de participer à la réalisation du programme de développement durable et de ses 17 ODD. **date** : 2 février 2022 **lieu** : New York, États-Unis **www** : undocs.org/en/E/2021/L.34

Reprise de la cinquième session de l'Assemblée des Nations Unies sur l'environnement (ANUE) : Le thème général de l'ANUE-5 est « Renforcer l'action en faveur de la nature pour réaliser les Objectifs de développement durable ». L'événement sera suivi d'une session spéciale de commémoration du 50^e anniversaire de la mise en place du Programme des Nations Unies pour l'environnement, du 3 au 4 mars 2022. **dates** : 28 février-2 mars 2022 **lieu** : Nairobi, Kenya **www** : www.unep.org/environmentassembly/unea5

Septième Forum multipartite des Nations Unies sur la science, la technologie et l'innovation au service des ODD (Forum STI) : Le Forum STI abordera la coopération en matière de science, de technologie et d'innovation autour de domaines thématiques pour la mise en œuvre des ODD, et rassemblera toutes les parties prenantes concernées afin qu'elles contribuent au Forum dans leurs domaines d'expertise. **dates** : 5-6 mai 2022 **lieu** : New York, États-Unis **www** : www.un.org/ecosoc/en/events/2022/multi-stakeholder-forum-science-technology-and-innovation-sustainable-development-goals

Dixième session du Forum politique de haut niveau pour le développement durable (FPHN) : Cette session du FPHN conduira l'examen approfondi des ODD 4 (éducation de qualité), 5 (égalité de genre), 14 (vie aquatique), 15 (vie terrestre) et 17 (partenariats pour les ODD). **dates** : 5-15 juillet 2022 **lieu** : New York, États-Unis **www** : sustainabledevelopment.un.org/hlpf

Quatrième Forum mondial des Nations Unies sur les données : La quatrième édition du Forum se déroulera en avril 2023 à Hangzhou, en Chine. **dates** : à confirmer **lieu** : Hangzhou, Chine **www** : unstats.un.org/unsd/undataforum/
Retrouvez d'autres événements à venir ici : sdg.iisd.org/

Glossaire

BNS	Bureaux nationaux des statistiques
CSNU	Commission de statistique des Nations Unies
DSNU	Division de la statistique des Nations Unies
IIASA	Institut international d'analyse appliquée des systèmes
ODD	Objectifs de développement durable
ONU DAES	Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies
OMS	Organisation mondiale de la santé
OSC	Organisation de la société civile
PARIS21	Partenariat des statistiques pour le développement au 21 ^e siècle
PDI	Populations déplacées internes